

Rattachement de l'UHA à l'UdS :
trois dangers à conjurer
Communiqué du SNESUP-FSU Alsace
(Le 12 janvier 2012)

Les deux universités alsaciennes ont acté en mai 2011 le principe d'un rattachement effectif à l'horizon 2013. En ce jour où un nouveau Conseil d'administration commun doit permettre à nos établissements de donner forme et matière à la convention de rattachement de l'UHA à l'UdS, nous estimons important de souligner trois dangers qu'il faudra conjurer dans les semaines et les mois qui viennent.

Tout d'abord le processus du rattachement administratif ne doit certainement pas devenir l'enjeu des élections de 2012, ni des élections dans nos universités, ni des élections nationales. La crise de gouvernance que traverse l'UHA aussi bien que les problèmes de fonctionnement démocratique à l'UdS ne sauraient impacter une procédure qui unira étroitement le destin de nos deux établissements. Le rattachement doit être mis en œuvre dans la plus grande transparence, avec une information régulière des personnels, avec aussi une implication des élus de tous les conseils et la participation active des composantes et des équipes de recherche concernées par les projets de mutualisation. C'est à ces conditions que nous cheminerons vers le « rattachement efficace et solide » que nous appelions de nos vœux dans ces mêmes colonnes le 10 mai 2011. Nous insistions alors sur l'urgence d'une nouvelle carte régionale de la formation et de la recherche. Elle reste toujours à construire.

Un rattachement a un coût humain et financier

En second lieu nous ne saurions oublier la situation financière des universités alsaciennes qui, sans être critique aujourd'hui, pourrait très bien le devenir rapidement. Face au désengagement de l'Etat qui a conduit les universités alsaciennes comme de très nombreuses universités françaises, à être sous administrées et à souffrir de budgets très contraints, il ne saurait être question de mener à bien les mutualisations de la formation, de l'administration et de la recherche sans un accompagnement financier de l'Etat. Les déboires de la fusion de l'UdS ne doivent pas se renouveler : l'argent promis, on le sait, n'est pas arrivé dans son intégralité. Ne leurrions pas les personnels ! Un rattachement a un coût humain et financier. Il devra être évalué avec précision et l'Etat, tout comme nos élus locaux, devront prendre leurs responsabilités en garantissant un financement public et des subventions à la hauteur des enjeux. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

**Des universités engagées
à un même niveau de responsabilité**

Nous formulons enfin le vœu que chacun de nos établissements sache apporter à l'autre le meilleur de lui-même en terme de spécificité et d'expérience humaine. Qu'il sache aussi tirer un bilan critique de son évolution récente pour épargner à l'autre l'imposition de ses travers ou de ses faiblesses ! Nous ne croyons pas qu'imposer à l'UHA la marque « Université de Strasbourg » et sa stratégie de communication soit aujourd'hui une proposition responsable. Car un rattachement est une décision stratégique majeure qui engage les deux universités à *un même niveau de responsabilité*.

Les élus de nos établissements, en acceptant le principe du rattachement administratif, ont refusé tout projet de fusion, y compris une fusion post-rattachement dont certains politiques ne veulent pas faire le deuil.

Ni l'université, ni le savoir ne sont des marchandises

Les élus n'ont pas voulu l'absorption de la petite UHA par la grande UdS, ni l'imposition du modèle ou de la marque « Unistra » à l'UHA. Le choix de nos établissements est celui *d'un partenariat constructif et substantiel qui respecte l'indépendance politique, administrative et financière des deux universités*. Ce choix, croyons-nous, ne sera fertile que si l'on abandonne les chimères idéologiques de l'excellence et du marketing, les excès de la performance et l'obsession de la visibilité. *Ni l'université, ni le savoir ne sont des marchandises*. Gageons que nos deux communautés de recherche et d'enseignement sauront défendre la qualité de formations harmonisées, les valeurs d'une recherche au service de la société et de l'économie réelle, et surtout des établissements de *service public* qui mettent *l'humain et l'intérêt des étudiants* au cœur de leurs projets.

Marie-Claire Vitoux, élue Snesup-FSU au CA de l'UHA

Pascal Maillard, élu au CA de l'UdS, secrétaire académique du Snesup-FSU

NB : La version initiale de ce communiqué devait être publiée dans les DNA sous la forme d'une tribune libre. Le journal avait donné son accord après réception du texte. Le Snesup Alsace déplore que le journal soit revenu sur son accord.